

# Tempête sur le Salon du livre de Paris

**A deux jours de l'inauguration de la 28<sup>e</sup> édition du Salon du livre de Paris (13-19 mars), une quasi-institution créée en 1981 par le Syndicat national de l'édition (SNE), la polémique s'intensifie autour du choix du pays invité, Israël, «en l'honneur du 60<sup>e</sup> anniversaire de sa création».**

Dans le monde arabe et au-delà, les appels au boycott se multiplient tandis qu'en Italie, où la foire du livre de Turin, programmée du 8 au 12 mai, a, elle aussi, mis Israël à l'honneur, le débat public fait rage depuis plusieurs semaines.

Christine de Mazières, la déléguée générale du SNE, attribue le choix d'Israël à une décision gouvernementale : «Il a été fait par le Quai-d'Orsay, le ministère de la Culture à travers le Centre national du livre, et l'ambassade israélienne à Paris.» Un choix politique donc même si Serge Eyrolles, le président du SNE et organisateur du Salon, se dit «profondément déçu par cette politisation à outrance de la manifestation». Il ajoute : «Je le dis et je le répète : depuis quinze ans, le Salon du livre n'invite pas les pays ! Il invite la littérature. Nous n'invitons pas Israël mais la littérature israélienne...» Par ailleurs, il insiste sur le caractère «totalement déconnecté du soixantième anniversaire de la création de l'Etat hébreu» et précise avoir proposé à l'Institut du monde arabe de Paris un salon du livre arabe qui se serait déroulé aux mêmes dates que le Salon du livre.

Pour preuve de cette «déconnection» du contexte politique, l'inauguration de la manifestation aura lieu ce vendredi 14 mars en présence du président Nicolas Sarkozy et de son homologue israélien Shimon Pérès, en voyage officiel dans la capitale française du 10 au 14 mars. Mais le président israélien n'est-il pas un grand amateur de littérature ? C'est du moins ce que rétorque le ministère de la Culture afin de justifier cette visite.

Depuis l'intensification des attaques de l'armée israélienne dans la bande de Gaza (125 morts en 6 jours), les décisions de non-participation au Salon s'accroissent. L'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (Iesco), issue de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), a appelé ses cinquante pays membres à boycotter ce Salon. Elle déclare : «Les crimes contre l'humanité perpétrés par Israël dans les territoires palestiniens le condamnent avec force (...) et le rendent indigne d'être l'invité d'honneur d'un salon international du livre organisé par une instance gouvernementale française à Paris.»

Le président de l'Union des écrivains palestiniens, Al-Moutawakel Taha, a estimé que le choix d'accueillir au Salon du livre de Paris un pays d'occupation «raciste» était indigne de la France, «le pays de la Révolution et des droits de l'homme». Il demande aux maisons d'édition arabes de s'abstenir. Quant à l'Union des écrivains égyptiens, elle juge inacceptable le choix d'Israël au moment où l'Etat hébreu se livre plus que jamais à des violations des droits de l'homme dans les territoires occupés. Des pays comme le Liban,

l'Arabie saoudite, le Yémen, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie renoncent à leur participation.

A Alger, le Syndicat national des éditeurs de livres (SNEL) s'est prononcé en faveur du boycott lors de son assemblée générale extraordinaire du 13 février dernier. Tandis que Smaïn Amziane, le directeur de Casbah Editions, justifie sa «non-participation» par le devoir de solidarité avec les populations civiles palestiniennes de Gaza.

## Le choix des auteurs

Si «l'honneur» fait à Israël d'être l'invité du Salon est à l'origine de ce déluge de protestations, il est encore reproché aux organisateurs de la manifestation de n'avoir convié que des auteurs israéliens écrivant en hébreu moderne, excluant de ce fait les écrivains israéliens russophones, francophones, anglophones et surtout arabophones. Sayed Kashua, traduit en hébreu, mis à part, les Palestino-Israéliens ne sont donc pas représentés, alors que l'arabe est la seconde langue officielle du pays. Réponse du ministère français de la Culture : «Il fallait bien faire un choix (...). D'une part, en Israël, il existe nettement moins de livres écrits en arabe qu'en hébreu (selon les chiffres du Bureau international de l'édition française, sur les 6 800 titres parus en 2006, 5 900 sont écrits en hébreu pour une centaine en arabe). D'autre part, peu d'ouvrages écrits en arabe ont été traduits.»

Si le choix de la langue se pose, on peut aussi s'interroger sur celui des auteurs et certains observateurs sous-entendent qu'à cet égard, ne seraient conviés aux réjouissances que les plus dociles. On objectera que l'écrivain Amos Oz fait partie du Mouvement de la paix mais il n'est pas pour autant considéré comme un opposant de premier ordre.

Benny Ziffer, écrivain, journaliste et rédacteur en chef du supplément littéraire d'*Haaretz*, le principal quotidien israélien, a été le premier à lancer une pétition demandant le boycott du Salon du livre de Paris. Il en résume ainsi les raisons : «Le premier problème, c'est que notre gouvernement, notre ambassade, qui ont fait la sélection, n'ont choisi que des écrivains d'expression hébraïque en excluant, de fait, deux tiers de la scène israélienne. Or celle-ci compte une énorme communauté d'expression russe ainsi qu'une communauté d'expression arabe. C'est donc très réducteur. Le deuxième problème, c'est le choix arbitraire des écrivains fait par des bureaucraties de l'ambassade qui ont exclu des grandes figures comme notre poète national Nathan Zach. Pourtant, il écrit en hébreu ! Le troisième problème, c'est que l'Etat israélien considère que les écrivains sont des agents de propagande. A partir du moment où l'administration finance le billet



Étalages au Salon du livre de Paris.

d'avion, elle estime que l'écrivain est là pour servir la cause israélienne et elle exige officiellement ce propagandisme dans un contrat que tous les écrivains doivent signer. C'est ce qui s'est passé avec les salons du livre de Paris et de Turin.»

L'on apprend ainsi que tel ou tel auteur israélien, comme le grand écrivain Yehoshua Kenaz, qui ont refusé de signer le «contrat», ne feront pas parti du voyage. Benny Ziffer en déduit que «tout écrivain israélien devrait, au fond de sa conscience, boycotter le Salon du livre de Paris.»

L'écrivain journaliste n'est pas le seul à s'opposer à cette politique de l'Etat hébreu, d'autres auteurs israéliens comme le poète Aaron Shabtai entrent en dissidence. Cet éminent traducteur en hébreu des tragédies grecques, invité officiel parmi les quarante auteurs israéliens sélectionnés, dit non tant au Salon de Paris qu'à celui de Turin : «Je ne pense pas qu'un Etat qui maintient une occupation, commettant quotidiennement des crimes contre des civils, mérite d'être invité à quelque semaine culturelle que ce soit. Ceci est anticulturel ; c'est un acte travesti de culture de façon cynique. Cela manifeste un soutien à Israël, et peut-être aussi à la France, qui appuie l'occupation. Et je ne veux pas, moi, y participer.»

## Contestation en Israël même

L'écrivain Sayed Kashua, arabe et israélien, écrit dans *Haaretz* : «Le boycott est très bien. Pourvu qu'il y ait encore plus de boycott de l'entité sioniste. En fait, je pense que l'on devrait enfermer tous les écrivains israéliens dans un hôtel, les mettre sous couvre-feu, boucler leurs œuvres... Mettez-les dans la pire aile de l'hôtel le plus miteux de Paris. Et puis, coupez leur

l'électricité. Comme ça, ils auront une petite idée de ce qui se passe à Gaza.»

D'autres personnalités comme la romancière américano-palestinienne Susan Abulhawa, Tariq Ali, John Berger, le chef d'orchestre Ricardo Muti ou encore le chorégraphe Omar Barghouti dénoncent violemment le choix des organisateurs du Salon au regard des injustices commises par Israël à l'encontre du peuple palestinien. L'historien israélien Ilan Pappé a, pour sa part, annoncé qu'il ne viendrait pas à Paris.

A l'inverse, parmi les trente-neuf auteurs israéliens qui seront présents au Salon, l'écrivain David Grossman affirme incompatible culture et boycott et s'insurgeant contre celui-ci, il déclare : «En Israël, la culture est favorable au dialogue, à la reconnaissance réciproque et au respect des Palestiniens, des choses que la gauche devrait avoir à cœur.» Un avis auquel se rallie l'écrivain égyptien Gamal Ghitani en déclarant que le boycott est une forme d'«infantilisme politique et que les protestataires n'ont aucun droit d'ingérence dans un autre pays». Un argument contre lequel on serait tenté de rétorquer : que dire alors des dissidents de nationalité israélienne ?

Son compatriote l'écrivain Alaa Al Aswani, l'auteur du best-seller *L'immeuble Yacoubian*, constatant que l'invitation d'Israël «est une honte», se déclare en revanche «très choqué car la France est depuis deux siècles un pays très important sur le plan culturel pour les Egyptiens. Ce n'est pas la France que je connais.»

Quant à l'écrivain Marek Halter, il conclut dans une lettre ouverte publiée dans le journal *Le Monde* : «Imaginons le boycott des livres d'un Gore Vidal, d'un Philip Roth ou d'un Norman Mailer à cause de la guerre du Vietnam. Imaginons le boycott d'un Sartre, d'un Camus, d'une

Simone de Beauvoir à cause de la guerre d'Algérie.»

De là à déduire que les partisans du boycott veulent faire disparaître l'Etat d'Israël, le pas est franchi par le philosophe Bernard Henri Lévy dans une interview donnée sur *Europe 1* cette semaine. En ce qui le concerne, appeler à un boycott à l'occasion de l'anniversaire de l'Etat d'Israël, c'est remettre en cause la naissance-même de cet Etat. Notons que BHL avoue lui-même n'avoir guère mis les pieds au Salon du livre de Paris en 27 ans. C'est dire pour lui l'importance de cette manifestation !

Déni d'un Etat pour certains, déni de littérature pour d'autres comme Tahar Ben Jelloun qui s'oppose, lui aussi, au boycott : «Si je comprends bien la logique de ceux qui lancent une campagne de boycott (...), il faudra que je jette ces deux livres (israéliens que je lis) et peut-être même les brûler. Pourquoi ? Parce qu'ils sont écrits par des Israéliens. Du même coup, le public israélien devrait, lui aussi, jeter mes livres traduits en hébreu et les condamner à l'exil. On pourrait continuer ce petit jeu et empêcher par exemple que les poèmes du Palestinien Mahmoud Darwish ne rentrent pas dans les librairies et maisons israéliennes. Ce serait une guerre contre la culture d'où qu'elle vienne.»

A de semblables reproches, le philosophe italien Gianni Vattimo répond dans la *Stampa* qu'il ne s'agit pas d'«empêcher les écrivains israéliens de s'exprimer ou d'être écoutés» mais d'empêcher qu'ils soient les représentants d'un Etat qui célèbre ses 60 ans en bloquant Gaza, en réduisant les Palestiniens à une mosaïque de zones isolées les unes des autres, une politique d'expansion des colonies qui ne peut s'entendre que comme un véritable processus de nettoyage ethnique. Personne ne nie le droit à exister à Israël.»

## Des otages à la page

Boycott ou participation ? Telle est bien la question. Certains n'hésitent pas à parler d'écrivains pris en otage ou encore pris au piège. Ou même, n'ayons pas peur des mots, de «fatwa» contre les auteurs désireux de participer, comme l'énonce BHL.

Des dissidents ont décidé de ne pas boycotter le Salon mais de profiter de l'événement pour faire de la «dé-contre-information», selon les termes employés par Eric Hazan, le directeur de La Fabrique, une petite maison d'édition qui publie des auteurs palestiniens et israéliens anticolonialistes. Ils seront ainsi quelques-uns, auteurs, éditeurs, présents au Salon, à titre individuel, pour porter la contradiction et animer des débats en dehors des cadres officiels, à l'exemple de l'Egyptien Al Aswani qui distribuera des photos d'enfants libanais et palestiniens victimes de l'armée israélienne.

Une autre façon de dire non tout en tentant de faire avancer la prise de conscience sans laquelle serait vain tout effort de paix.

Meriem Nour